

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux est complété comme suit :

« 5. Carcasse : le corps entier d'un bovin, veau ou porc abattu dans un abattoir, après saignée, éviscération, ablation des extrémités des membres au niveau du carpe ou du tarse, de la queue et de la mamelle et, en outre pour les bovins et les veaux, après dépeupillage et ablation de la tête.

6. Fonds : Fonds de la santé et de la production des animaux ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Une cotisation obligatoire est mise à charge des abattoirs en vue d'alimenter le Fonds : elle s'élève respectivement à 0,80 F par kg de carcasse pour tout bovin abattu ainsi que pour tout veau abattu et à 0,25 F par kg de carcasse pour tout porc abattu. Si le poids exact de la carcasse ne peut être déterminé par pesage, ce poids est fixé forfaitairement à 333 kg pour un bovin abattu, à 108 kg pour un veau abattu et à 78 kg pour un porc abattu. »

**Art. 3.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « qui le cas échéant les porte en compte au vendeur jusqu'au stade de producteur » sont supprimés.

Dans l'article 4, alinéa 2 du même arrêté, les mots « par les abattoirs et les exportateurs » sont insérés entre les mots « mentionnées » et « séparément ».

**Art. 4.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ainsi que par l'Office National des débouchés agricoles et horticoles » sont supprimés.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre des Relations extérieures, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 8 avril 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

R. DELIZEE

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 89 — 887

28 AVRIL 1989. — Arrêté ministériel dérogeant aux prescriptions des articles 816 et 819 du Règlement général pour la protection du travail pour certains appareils à vapeur

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947 portant approbation des titres III, IV et V du Règlement général pour la protection du travail, notamment l'article 3;

2

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Landbouw, van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren wordt aangevuld als volgt :

« 5. Karkas : volledig lichaam van een rund, kalf of varken, geslacht in een slachthuis, na verbloeding, evisceratie, verwijdering van de uiteinden der ledematen ter hoogte van de carpus of de tarsus, van de staart en de uier en, voor runderen en kalveren, na het villen en verwijdering van het hoofd.

6. Fonds : Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren ».

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Een verplichte bijdrage wordt ten laste van de slachthuizen gelegd, met het oog op de stijging van het Fonds: ze bedraagt respectievelijk 0,80 F per kg karkas voor elk geslacht rund en voor elk geslacht kalf, en 0,25 F per kg karkas voor elk geslacht varken. Wanneer het juiste gewicht van het karkas niet kan bepaald worden door weging, wordt dat gewicht vastgesteld op 333 kg voor een geslacht rund, 108 kg voor een geslacht kalf en 78 kg voor een geslacht varken. »

**Art. 3.** In artikel 4, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « die deze in voorkomend geval doorrekent aan de verkoper tot en met de producent » geschrapt.

In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « worden » en « afzonderlijk » de woorden « door de slachthuizen en de uitvoerders » ingevoegd.

**Art. 4.** In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « alsmede door de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten » geschrapt.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 6.** Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Landbouw en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 8 april 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

R. DELIZEE

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 89 — 887

28 APRIL 1989. — Ministerieel besluit tot afwijking van de voorschriften van de artikelen 816 en 819 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming voor bepaalde stoomtoestellen

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het besluit van de Regent van 27 september 1947 tot goedkeuring van de titels III, IV en V van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, inzonderheid op artikel 3;

Vu le Règlement général pour la protection du travail;  
Vu l'avis de la Commission consultative pour les appareils à vapeur;

Vu l'avis de l'Administration de la sécurité du travail;

Considérant que l'observation des conditions imposées ci-après, ainsi que des prescriptions auxquelles il n'est pas dérogé est de nature à assurer la sécurité; que dès lors il y a lieu d'accorder la dérogation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux prescriptions des articles 816 et 819 du Règlement général pour la protection du travail, il est autorisé de porter à quarante-huit mois l'intervalle entre deux visites intérieures successives des générateurs de vapeur et des récipients de vapeur faisant partie intégrante d'une unité de fabrication de produits pétroliers conçue pour travailler en campagne ininterrompue de plus d'un an.

**Art. 2.** La dérogation est subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

1. La dérogation ne s'applique qu'aux appareils à vapeur qui ne sont pas directement exposés au rayonnement de la flamme.

2. L'exploitant établit une liste des appareils à vapeur qu'il estime pouvoir bénéficier de la présente dérogation. Dans cette liste sont mentionnés pour chaque appareil :

- le numéro de fabrication;
- le numéro de référence propre à l'entreprise;
- l'année de construction;
- le nom du constructeur;
- l'unité dont l'appareil fait partie;
- la date de la dernière visite intérieure.

3. L'exploitant établit un rapport dans lequel il montre que les appareils à vapeur concernés font partie intégrante d'une unité de production de produits pétroliers conçue pour travailler en campagne ininterrompue de plus d'un an.

Dans ce rapport, l'exploitant montre que les appareils à vapeur concernés ne sont pas sujets à une corrosion anormale ou corrosion sous tension anormale dans les conditions d'exploitation prévues et que par des mesures appropriées la corrosion peut être soit évitée, soit détectée à temps et suivie, et limitée à un niveau admissible.

4. Sur base de ce rapport, un organisme agréé pour le contrôle des appareils à vapeur approuve ou modifie la liste visée au point 2. Pour l'appréciation des mesures prises pour suivre, éviter ou limiter la corrosion, l'organisme agréé se base sur les contrôles qu'il a effectués, sur l'expérience acquise avec des appareils travaillant dans des conditions similaires et/ou sur l'expérience et les données dont dispose l'exploitant.

5. Après chaque visite intérieure d'un appareil à vapeur, l'organisme agréé renouvelle son avis sur l'opportunité de porter la visite intérieure suivante de cet appareil à quarante-huit mois.

6. L'exploitant transmet le rapport visé au point 3 et la liste approuvée conformément aux points 4 et 5 au chef du service de la surveillance des appareils à vapeur du ressort.

7. Le traitement et le contrôle de l'eau des appareils à vapeur concernés est exécuté par l'exploitant. L'organisme agréé approuve l'efficacité des traitements ainsi que la nature et la périodicité des contrôles effectués.

En tout cas, l'organisme agréé effectue lui-même au moins une fois par an les contrôles.

8. La visite extérieure annuelle des appareils à vapeur par l'organisme agréé reste d'application. Cette visite comprend le contrôle des dispositifs de sécurité. Les soupapes de sécurité sont en outre soumises au moins tous les quatre ans à un entretien approfondi (démontage et tarage).

9. Les arrêts des générateurs de vapeur ou des récipients de vapeur qui sont dus à un défaut des éléments sous pression ou des dispositifs de sécurité sont portés immédiatement à la connaissance de l'organisme agréé pour le contrôle des appareils à vapeur qui fait rapport au sujet de l'incident. Ce rapport est communiqué par l'utilisateur de l'appareil au chef du service chargé de la surveillance des appareils à vapeur.

10. Lorsque les appareils à vapeur concernés sont mis à l'arrêt pour un motif autre que ceux cités au point 9, l'exploitant en avise l'organisme agréé pour le contrôle des appareils à vapeur. Dans ce cas, l'organisme agréé peut, s'il le juge utile, procéder à des examens en vue de vérifier l'état intérieur des appareils.

Bruxelles, le 28 avril 1989.

L. VANDEN BRANDE

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming;  
Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de stoomtuigen;

Gelet op het advies van de Administratie van de arbeidsveiligheid;

Overwegende dat de naleving van de hierna opgelegde voorwaarden, alsook van de voorschriften waarvan niet wordt afgeweken, de veiligheid kan verzekeren; dat er bijgevolg aanleiding bestaat om de afwijking te verlenen,

Besluit :

**Artikel 1.** In afwijking van de voorschriften van de artikelen 816 en 819 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wordt toegelaten dat de termijn tussen twee opeenvolgende inwendige onderzoeken van stoomgeneratoren en stoomvaten die integreerend deel uitmaken van een fabriekseenheid van petroleumprodukten die opgevat is om gedurende een ononderbroken campagne van meer dan één jaar te werken, op achtenveertig maanden wordt gebracht.

**Art. 2.** De afwijking is afhankelijk van de naleving van de volgende voorwaarden :

1. De afwijking is slechts van toepassing op stoomtoestellen die niet rechtstreeks blootgesteld zijn aan stralingswarmte van vlammen.

2. De exploitant stelt een lijst op van de stoomtoestellen die volgens hem in aanmerking komen om te genieten van deze afwijking. In de lijst wordt voor elk toestel vermeld :

- het fabricatienummer;
- het referentinummer eigen aan het bedrijf;
- het bouwjaar;
- de naam van de constructeur;
- de eenheid waarvan het toestel deel uitmaakt;
- de datum van het laatste inwendig onderzoek.

3. De exploitant stelt een verslag op waarin hij aantoont dat de betrokken stoomtoestellen integrerend deel uitmaken van een productieeenheid van petroleumprodukten die opgevat is om gedurende een ononderbroken campagne van meer dan één jaar te werken.

In dit verslag toont de exploitant aan dat de betrokken stoomtoestellen onder de voorziene exploitatievoorwaarden niet onderhevig zijn aan abnormale corrosie of abnormale spanningscorrosie en dat door gepaste maatregelen de corrosie ofwel vermeden kan worden ofwel tijdig kan opgespoord en gevolgd worden en tot een aanvaardbaar niveau kan beperkt worden.

4. Op basis van dit verslag keurt een organisme erkend voor de controle van stoomtoestellen de lijst bedoeld in punt 2 goed of wijzigt het deze lijst. Bij het beoordelen van de maatregelen om corrosie te volgen, te vermijden of te beperken steunt het organisme zich op de controles die het zelf heeft verricht, op de ervaring opgedaan met toestellen die onder gelijkaardige omstandigheden werken en/of op de ervaring en gegevens waarover de exploitant beschikt.

5. Na elk inwendig onderzoek van een stoomtoestel brengt het erkend organisme opnieuw advies uit over de opportuniteit om het volgend inwendig onderzoek van dit toestel op achtenveertig maanden te brengen.

6. De exploitant maakt het verslag bedoeld in punt 3 en de overeenkomstig de punten 4 en 5 goedgekeurde lijst over aan het hoofd van de dienst voor het toezicht op de stoomtoestellen van het betrokken gebied.

7. De behandeling en de controle van het water van de betrokken stoomtoestellen wordt uitgevoerd door de exploitant. Het erkend organisme keurt de doeltreffendheid van de behandeling en de aard van de periodiciteit van de controle goed.

In elk geval voert het erkend organisme ten minste eenmaal per jaar zelf de onontbeerlijke metingen uit.

8. Het jaarlijks uitwendig onderzoek van de stoomtoestellen door een erkend organisme blijft van toepassing. Dit onderzoek omvat de controle van de veiligheidstoestellen. De veiligheidskleppen ondergaan daarenboven ten minste om de vier jaar een grondig onderhoudsbeurt (démontage en opnieuw afstellen).

9. Het stilleggen van de stoomketels of stoomvaten dat te wijten is aan een gebrek van de elementen onder druk of van de veiligheidstoestellen wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van het organisme erkend voor de controle van de stoomtoestellen, dat een verslag opstelt aangaande het incident. Dit verslag wordt door de gebruiker van het toestel meegedeeld aan het hoofd van de dienst voor het toezicht op de stoomtoestellen van het betrokken gebied.

10. Telkens de betrokken stoomtoestellen tussen twee opeenvolgende inwendige onderzoeken worden stilgelegd om andere redenen dan deze vermeld in punt 9, wordt het erkend organisme hiervan op de hoogte gebracht. Het organisme kan in dat geval, zo het dit nodig acht, overgaan tot onderzoeken om de inwendige staat van de toestellen na te zien.

Brussel, 28 april 1989.

L. VAN DEN BRANDE